

# Georges KUZMANOVIC

## Reprendre le contrôle



Conférence de presse du 20 septembre 2021

compte-rendu synthétique

*Café le Procope, Paris*

**Georges Kuzmanovic.** - Merci à tous d'être venus. Le jour de cette conférence de presse ne doit rien au hasard. Le 20 septembre 1792, la France triomphait à Valmy, contre une Europe des monarchies absolues coalisée contre la France, soutenant le TINA « *There is no alternative* » d'alors. En face d'elle, non pas quelques règlements de la Commission européenne, mais des troupes prussiennes menées par le duc de Brunswick.

Danton déclarait : « Pour vaincre les ennemis de la patrie, il faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace et la France sera sauvée... » et les volontaires de l'an II ont défait les armées des rois. Une nouvelle ère s'ouvrait, selon Goethe. Et c'est vrai : cette victoire permit, le 21 septembre, l'abolition de la monarchie et le 22 septembre, la proclamation de la République – cette date, si j'étais élu, deviendrait une fête nationale.

Le lieu non plus n'a pas été choisi sans raison. Avant la Révolution, c'est dans ce café que se réunissaient D'Alembert, Rousseau, Voltaire ou Franklin. Pendant la Révolution, c'est ici que les révolutionnaires se sont réunis avant l'ouverture des clubs des Jacobins et des Cordeliers, c'est dans les rues voisines qu'habitaient Danton et Camille Desmoulins...

Ma candidature est celle de la vérité. La vérité qu'il faut dire haut et fort, c'est qu'il est impossible d'agir dans les conditions actuelles. Quel que soit celui ou celle qui sera élu, s'il reste soumis à l'UE, aucun candidat ne pourra faire quoi que ce soit du programme qu'il présente. Zemmour se fantasmait en Charles Martel repoussant les Sarrasins ? Impossible – et c'est heureux ; Le Pen fait le grand écart entre ses promesses sociales et économiques et sa normalisation sur l'UE ; Hidalgo prétend doubler le salaire des enseignants ; Bertrand est plus direct : le 9 juillet, il a déclaré au *Frankfurter Allgemeine Zeitung* que le traité d'Aix-la-Chapelle était bel et bon et qu'il ne fallait surtout rien changer...

La vérité, c'est que le droit communautaire prime sur le droit national. C'est cela qui permet de s'attaquer à l'État-nation, c'est cela qui empêche le peuple « par ses représentants et par la voie du référendum » de prendre en main son destin. Au-delà de l'UE, l'OMC et les traités de libre-échange – qui parlent fort peu d'échanges et encore moins de liberté – sont là pour casser les réglementations et imposer aux États l'accaparement des richesses par une oligarchie.

Si je suis élu, je m'y opposerai. À République souveraine, nous ne sommes pas pour autant pour le repli sur soi ; nous sommes pour la coopération bilatérale ou multilatérale d'États indépendants qui défendent les intérêts de leurs citoyens.

La souveraineté sera au centre de cette campagne. Ce mot est aujourd'hui sur toutes les bouches ; il y a deux ans, lorsque est née République souveraine, c'était un gros mot.

Tout le monde en parle, mais personne ne la prend au sérieux : Macron défend la souveraineté « européenne » ; Michel Barnier, européiste bon teint, évoque une souveraineté juridique – mais qu'est-ce que l'UE, sinon une construction juridique ?

Aujourd'hui, tout le monde déplore l'abandon par l'Australie, après la Pologne, des contrats d'armement avec la France, mais tous demeurent atlantistes. Je ne sais pas ce que MM. Macron et Biden se sont dit hier soir, mais le deuxième a dû bien rire de la conception de la souveraineté du premier.

Le Covid a été un révélateur pour les Français ; la situation a été telle que le Gouvernement a été obligé de mentir sur les masques, car il n'avait plus de stock et était incapable de les produire. Les Français ont découvert qu'il y a régulièrement pénurie pour 900 médicaments. Combien en sont morts pendant la crise ?

Ce qu'oublient les autres candidats, c'est que la souveraineté, c'est la compétence des compétences.

Le mot d'ordre de ma campagne sera donc : « De l'audace ! Reprenons le contrôle ! »

Repandre le contrôle, c'est refuser l'étrange défaite ; c'est voir la France avec amour et non avec répugnance ; c'est la considérer comme ce qu'elle est : une grande puissance, dotée de la deuxième surface maritime mondiale, de la troisième langue d'influence dans le monde, membre du club des quatre nations-cadres de la conquête spatiale, puissance nucléaire – malgré la vente d'Alstom par Macron, qui a aussi mis fin au projet de recherche Astrid –, puissance agricole dans un monde où l'accès à l'alimentation est menacé, disposant d'une des meilleures industries de défense au monde – même si elle est abandonnée par nos gouvernants.

Repandre le contrôle, c'est croire au génie français, et organiser une mobilisation générale autour d'un destin commun.

Repandre le contrôle, c'est refaire un État fort, un État stratège qui organise la réindustrialisation, un État qui aide au lieu d'aligner les fichiers Excel, un État qui se donne les

moyens de son action, qui soit fort face aux puissants et juste pour les plus faibles – et non l'inverse !

Prendre le contrôle, c'est respecter la démocratie, c'est redonner le pouvoir au peuple, grâce à cette revendication centrale de tous les Gilets jaunes dans leur diversité, le référendum d'initiative citoyenne (RIC). Ignorée, cette attente n'est pas pour rien dans les 70 % d'abstention aux régionales. Alain Duhamel y voit l'illustration de l'inadaptation des Français à la vie politique. Ne serait-ce pas plutôt celle de l'inadaptation croissante des élites à la démocratie ?

Le rejet de la politique n'est pas la faute du peuple. En 2005, le peuple s'est occupé de politique, alors que toute la caste appelait à voter oui et menaçait la France des dix plaies d'Égypte en cas de victoire du non. Résultat, le peuple a lu un texte abscons, en a débattu pendant des mois, et le non l'a emporté à plus de 55 %. On remarquera que la réponse est la même à chaque fois qu'on demande aux peuples européens – aussi divers que les Néerlandais ou les Grecs – ce qu'ils pensent de l'UE...

Après ce vote, la gauche et la droite de gouvernement se sont réunies à Versailles – cela ne s'invente pas – pour s'asseoir sur la volonté populaire. C'est ainsi que la caste politique s'assoit petit à petit sur la Constitution, dont le titre premier a trait à la souveraineté.

Prendre le contrôle, c'est remettre le peuple à sa juste place et refaire nation autour de notre Constitution. Ma première action comme président sera donc de demander au peuple français s'il souhaite que le droit national prime sur le droit communautaire, que la volonté du peuple l'emporte sur celle de la Commission de Bruxelles et de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

Prendre le contrôle, c'est revenir à l'objectif constitutionnel de justice sociale. Il y a quelques années, Denis Kessler, vice-président du Medef – même s'il fut dans sa jeunesse un chaud partisan de la révolution armée – déclarait dans *Challenges* que l'objectif était de récupérer ce « qu'ils » nous avaient pris en 1945 avec l'application du programme du Conseil national de la Résistance (CNR). « Ils », c'est-à-dire le peuple. Macron, l'Aldophe Thiers d'aujourd'hui, applique avec succès, malheureusement pour le peuple, cette stratégie.

Notre pays est la cinquième puissance mondiale ; c'est un pays riche avec 10 millions de pauvres ; un pays où, en dix ans, les 500 plus grandes fortunes ont vu leurs richesses s'accroître de 429 %. Chaque année le CAC 40 réalise des records de bénéfices pour les actionnaires. Sur ce plan, le président devrait être fier : bien meilleur que nos athlètes aux Jeux olympiques, il dépasse de loin les États-Unis ! Nous engagerons donc une profonde réforme de la fiscalité et livrerons une lutte sans merci contre la corruption qui gangrène notre pays.

Prendre le contrôle, c'est mettre fin à ce qui a été engagé il y a quarante ans, et retrouver des objectifs ambitieux : faire à nouveau de la France le premier pays du monde pour la santé ; rendre à notre école sa grandeur républicaine et méritocratique...

Pour cela, nous irons le chercher, celui qui demandait « qu'on aille le chercher »...

Nous refuserons l'ingérence idéologique anglo-saxonne, qui diffuse le communautarisme contre la laïcité et l'assimilation républicaine. Nous lutterons contre le délitement par l'insécurité qui frappe d'abord les quartiers populaires – car les plus riches ont toujours les moyens de se protéger, tout comme de se soigner ou d'éduquer leurs enfants ; ils n'ont pas réellement besoin des services publics, ce qui explique qu'ils les abandonnent si facilement. La sécurité est un bien du peuple. Reprendre le contrôle, c'est affirmer qu'il n'y a pas de vie en société sans sécurité. Nous appliquerons donc une tolérance zéro contre ceux qui s'attaquent aux personnes : nos concitoyens ne supportent plus l'impunité des violeurs, des violents.

**Reprendre le contrôle**, c'est réguler l'immigration. À quoi cela sert-il d'accueillir des gens s'ils doivent finir dans des bidonvilles indignes aux portes de Paris ? À quoi cela sert-il, avec autant de chômage, d'avoir 600 000 travailleurs détachés déclarés – pour combien de non déclarés ? Il faut limiter l'immigration économique et travailler à l'intégration des immigrés, qui doivent devenir des Français comme les autres. Nous refusons l'exploitation de ces hommes par quelques-uns et la concurrence déloyale entre les travailleurs, qui tire les salaires vers le bas.

**Reprendre le contrôle**, c'est refuser l'abandon de la France dite périphérique, la France de la diagonale du vide, ce désert pour les soins, les transports, le travail, la vie. Nous abolirons la loi Notre et ses euro-régions exigées par l'UE. Le bon triptyque pour la France, c'est Nation, département, commune.

Pour réaliser l'égalité territoriale, nous devons entre autres mettre des trains partout en France. Pas un kilomètre de rail ne doit rester sans trains. Nous rouvrirons les gares fermées ; ce sera un immense levier de revitalisation et de développement pour les territoires.

Nous aurons une attention toute particulière pour les Outre-mer, Il est indigne qu'à Mayotte ou en Guyane, par exemple, nous acceptions que nos compatriotes soient des Français de seconde zone et vivent parfois dans des bidonvilles sans accès à l'eau, notamment. On est Français partout, ou on ne l'est nulle part.

**Reprendre le contrôle**, c'est réindustrialiser la France par la transition écologique, sans punir mais en accompagnant. Il ne sert à rien de consacrer 100 milliards d'euros aux éoliennes, qui produisent prétendument une énergie propre. Mieux aurait valu consacrer 40 milliards pour aider nos concitoyens à passer du chauffage au fioul à un chauffage non émetteur de gaz à effet de serre !

Nous pourrions avoir une industrie pharmaceutique digne de ce nom ; mais pour cela, il faudrait un grand pôle public du médicament.

Pourquoi avoir abandonné Alcatel, Technip ou Latécoère, entreprise légendaire, mais aussi pionnière du Lifi, qui remplacera un jour le Wifi ?

Les exemples sont partout. J'ai un excellent ami vigneron, qui commence ces jours-ci la vendange et fête en même temps la naissance d'un fils. Il m'explique que les cuves sont

fabriquées en Italie, les tracteurs en Allemagne, et que même les levures chimiques – qu'il n'utilise pas – viennent du Danemark, cette puissance viticole bien connue !

Nous ne sommes pas capables aujourd'hui de graver avec autant de précision des microprocesseurs qu'en Asie ; mais nous le pourrions, si nous voulions seulement nous en donner les moyens.

Face à la crise climatique, c'est folie de vouloir abandonner le nucléaire. Si je suis élu, le projet Hercule sera abandonné, l'ensemble de la filière énergétique sera nationalisé, et nous serons la première nation nucléaire au monde. Il est intolérable que les Chinois nous aient dépassés et aient ouvert la première centrale au thorium.

Nous sommes une nation d'ingénieurs, de bâtisseurs, d'artistes, de penseurs... Reprendre le contrôle c'est redonner un espoir à la jeunesse. Le Covid a fait des dizaines de milliers de morts, mais sa première victime sociale, ce sont les jeunes, qui ont été abandonnés.

Nous mettrons en place un principe d'expérimentation pour soutenir leurs idées, pour qu'ils créent le monde de demain. Par ailleurs, pour affronter solidairement les défis futurs et refaire Nation, nous remettrons en place un service national d'un an mixte et rémunéré, à composante militaire.

Enfin, **Reprendre le contrôle**, c'est rendre à la France sa place dans le monde. Une France qui ne dépende plus des États-Unis pour sa force de projection stratégique. Une France qui, au minimum, sorte du commandement intégré de l'OTAN. Si j'avais été président, l'affront américain de la captation du marché australien aurait provoqué une sortie immédiate. Nous n'avons pas d'ennemis, nous voulons la coopération entre les peuples ; mais nous saurons défendre nos intérêts. Comme le disait de Gaulle, les pays n'ont pas d'amis, mais des intérêts.

Je ne suis pas très connu. Je suis salarié en entreprise. J'ai eu des expériences originales dans la vie – humanitaire, ouvrier, enseignant, militaire, en entreprises, etc. Cela reflète ce qu'est République souveraine : un rassemblement de personnes qui travaillent, ont des enfants... et dont aucun n'est professionnel de la politique. Des gens qui viennent de la gauche, de la droite, des employés et un ancien vice-président de Thales. Des citoyens qui ont construit un programme qui a été débattu et défini en commun, dont vous avez une version simplifiée dans notre charte et le texte d'orientation programmatique. Dans le cours de la campagne, nous en publierons des pans successifs.

Mon ennemi à moi, c'est l'oligarchie qui détruit la France. Notre ennemi, c'est Macron, son représentant qui sert plus les intérêts de BlackRock que du peuple français.

Nous venons le chercher.

Comme disait Louis Aragon,

*« Assez attendre l'accalmie,*

*Assez manger le pain des larmes.*

*Chaque jour peut être Valmy !*